

Un an après les émeutes, la Villeneuve à Grenoble reste sous tension

La mort de Karim Boudouda, tué par la police après un braquage, avait provoqué trois nuits de violences

Grenoble
Envoyé spécial

Presque an jour pour jour après les graves incidents qui, du 16 au 20 juillet 2010, ont ravagé la Villeneuve, ce quartier sensible de Grenoble fait de nouveau la « une » de l'actualité locale. Le 10 juillet, un incendie a dévasté 26 appartements d'un immeuble situé dans la zone de l'Arlequin, en plein cœur de la Villeneuve. Un homme est mort en se jetant du troisième étage.

Ce nouveau drame s'est déroulé à deux pas de l'endroit où, dans la soirée du 15 juillet 2010, Karim Boudouda, 26 ans, a été tué par des policiers de la brigade anticriminalité (BAC) à la suite du braquage du casino d'Uriage-les-Bains. Au terme d'une course-poursuite qui s'était achevée au pied de son immeuble, le jeune homme était tombé sous les balles.

Dès le lendemain, des émeutes avaient éclaté. L'espace de trois nuits, des dizaines de jeunes s'en sont pris au tramway, au mobilier urbain et à des locaux abritant divers services sociaux. Une soixantaine de voitures ont brûlé, des vitrines ont été brisées et des commerces vandalisés.

La réaction des autorités n'a pas tardé. Elle se voulait à la mesure de l'émotion que ces émeutes ont suscitée au cœur de l'été. Le ministre de l'intérieur de l'époque, Brice Hortefeux, s'est immédiatement rendu sur place. Deux semaines plus tard, le 30 juillet 2010, c'était au tour du chef de l'Etat, Nicolas Sarkozy, d'effectuer le déplacement et de prononcer

un discours sécuritaire particulièrement musclé.

Tout en installant un nouveau préfet, Eric Le Douaron, un ancien policier, comme il les affectionne, le président de la République avait promis un renforcement des moyens. « Effectivement, une quarantaine de policiers supplémentaires ont été affectés, concède Michel Destot, maire (PS) de Grenoble, et l'arrivée de M. Le Douaron a remobilisé les forces. » Les contrôles ont été multipliés. Quelques coups de filets, médiatisés, ont permis des

Les dispositifs de sécurité publique, fussent-ils déployés à grand renfort d'annonces, ne pèsent guère face à ces dérives majeures

interpellations et des découvertes d'armes dans un bar du quartier dont l'arrière-salle avait été transformée en stand de tir.

Un an après, les habitants de la Villeneuve, classée parmi les 23 quartiers les plus sensibles de France, restent traumatisés par ces événements. Au point que, selon une enquête commandée par la mairie, l'insécurité arrive en tête des préoccupations, devant le chômage.

La Villeneuve se sent stigmatisée. Aujourd'hui encore, y plane comme une tension. Dimanche 10 juillet, lorsque les pompiers luttaient pour éteindre le feu d'origine

accidentelle, une quarantaine de policiers ont été dépêchés sur place pour assurer leur protection.

C'est que, depuis les violences urbaines de l'été 2010, le moindre incident recensé dans ce quartier de 12 000 habitants est aussitôt signalé au parquet et au ministère de l'intérieur. Une altercation, même mineure, dans le tramway engendre une procédure. Las. Pour les enquêtes ouvertes après les nuits d'échauffourées, les résultats se font encore attendre. Seul l'un des copains de Karim Boudouda, Monsif Ghabbour, 25 ans, soupçonné d'avoir participé à l'attaque du casino où 40 000 euros ont été dérobés, est toujours en détention provisoire.

Son interpellation, fin août 2010, a soulevé une vive polémique. Mis en examen pour vol à main armée et tentative d'homicide sur la foi de témoignages, il a, dans un premier temps, été relâché et placé sous contrôle judiciaire par le juge des libertés et de la détention. Les policiers ont dû rassembler des éléments supplémentaires, notamment son ADN – découvert dans la voiture volée qui avait servi à l'attaque du casino – et des écoutes téléphoniques, avant que le magistrat n'ordonne son placement en détention à la mi-décembre.

Pour le reste, les enquêteurs se heurtent à une sorte d'omerta. Peur des représailles ? Sûrement un peu, mais aussi, selon un proche de l'enquête, des complexités. Selon cette source, les personnes qui pourraient disposer de renseignements se taisent car elles bénéficient, peu ou prou, des activités délictueuses qui ont cours dans le



Dans le quartier de la Villeneuve, à Grenoble, le 17 juillet 2010, deux jours après la mort de Karim Boudouda. PHILIPPE MERLE/AFP

quartier. Des « nourrices » – personnes qui gardent à leur domicile la drogue, les butins ou de grosses sommes d'argent liquide – sont rémunérées soit directement en espèces, soit, notamment, sous forme d'électroménager ou de matériel informatique.

Dans ce dédale de coursives, véritable labyrinthe, qu'est l'Arlequin, les trafiquants, parfois encore adolescents, continuent leurs affaires, qui empoisonnent la vie du quartier. « Ily a moins de voitures qui brûlent », pondère Paul Barnouin, président de l'Union du quartier. Toutefois, ce vieil habitant de la Villeneuve relève que « les nuisances, elles, ne cessent pas ». Ici, plus de 40 % des jeunes actifs de moins de 25 ans sont au chômage, et dans les zones les plus sensibles, comme à

l'Arlequin, ce taux grimpe à 70 %. Oisifs, nombre d'entre eux entraînent leur ennui au pied des cages d'escalier en attendant de sombrer à leur tour à la délinquance.

Le trafic de stupéfiants est devenu une économie parallèle qui fait vivre des familles entières et brasse des enjeux financiers de dizaines, voire de centaines de milliers d'euros. Les caïds des cités ont supplanté le milieu traditionnel, qui s'était illustré à Grenoble dans les années 1980 et 1990 dans le braquage et la prostitution. A la Villeneuve comme ailleurs, les dispositifs de sécurité publique, fussent-ils déployés à grand renfort d'annonces comme celles du 30 juillet 2010, ne contentent guère ces dérivés majeures.

D'autant que, révision générale

des politiques publiques et réductions budgétaires obligent, la manne dont a hérité Grenoble au moment de l'installation du préfet Le Douaron pourrait être revue à la baisse. « Ce qui nous a été donné après les événements pourrait nous être très vite repris », redoute M. Destot, qui s'en est ému, auprès du ministre de l'intérieur, Claude Guéant. « Faire plus et mieux avec moins, c'est un peu le credo actuel », déplore de son côté Daniel Chomette, délégué pour l'Isère du SGP-Unité police, le premier syndicat des gardiens de la paix. Chez les policiers, le nombre des départs programmés d'ici à la fin de l'année est supérieur à celui des arrivées : avec 33 partants pour seulement six entrants. ■

Yves Bordenave

Les correspondants de nuit de ce quartier sensible avaient senti se tendre le climat

Grenoble
Correspondance

Chaque soir, et jusqu'au milieu de la nuit, ils veillent sur le sommeil des habitants. A eux seuls, les correspondants de nuit du quartier de la Villeneuve, à Grenoble, ont résolu quelque 400 griefs de voisinage qui, sans eux, auraient pu dégénérer.

Dans 90 % des cas, les huit médiateurs interviennent à la demande d'habitants apeurés par les nuisances des « occupations abusives », ces rassemblements prolongés de jeunes dans les halls d'immeuble ou devant les portes des appartements, explique Denis Setboune, le coordonnateur du groupe, qui a recruté deux agents de confession musulmane, très pratiquants. « Les barbus, dit-il, comme on les appelle, sont très respectés des jeunes. » Et la police ? « La solliciter est une possibilité en cas de vrai problème, prévient-il, mais c'est toujours délicat car nous pouvons vite perdre toute crédibilité. En général, nous laissons les habitants la contacter. »

Depuis 1998 et sa mise en place, ce groupe qui ne compte « aucun agent de sécurité juste des professionnels de la médiation diplômés, capables de hausser le ton lorsqu'il le faut », précise M. Setboune, est devenu le seul interlocuteur des 12 000 âmes de la Villeneuve à la nuit tombée. « L'unique service disponible la nuit », insiste-t-il.

Les prémices des émeutes, ces hommes de terrain affirment les

avoir senties. Durant les semaines qui ont précédé les affrontements de juillet 2010, le coordonnateur avait alerté régulièrement sa hiérarchie au sujet « de signes avant-coureurs, qui ne trompent pas ». « Nous avons vu dériver la situation, ajoute M. Setboune. Il était devenu difficile de négocier avec certains groupes de jeunes. A plusieurs reprises, les médiateurs avaient été victimes de tentatives d'agression, comme en février 2010, parce que leurs interventions gênaient un trafic. Peut-être que ces signaux ont été sous-estimés. »

« Boulot de père de famille »

Le coordonnateur se souvient aussi des heures qui ont succédé au décès de Karim Boudouda, caïd du quartier tué devant son immeuble de l'Arlequin par un policier de la brigade anticriminalité (BAC), après le braquage du casino d'Uriage-les-Bains, le 15 juillet 2010. Il se rappelle avoir vu des groupes de jeunes « encauchonnés » se retrouver à différents points du quartier, puis converger « telle une armée » vers le lieu du drame.

Il raconte les tensions qui ont gagné le quartier ensuite. Celles qui ont suivi le discours du président de la République à Grenoble le 30 juillet ou les descentes policières. « Jusqu'au mois d'octobre, se souvient-il, nous n'avons plus été en mesure d'intervenir. Les jeunes, encore sous le coup de l'excitation, n'écoutaient plus rien. Puis, peu à peu, la violence s'est estompée. » Ces derniers jours, les

rumeurs de représailles, un an après la mort de Karim Boudouda, sont remontées jusqu'aux oreilles des agents de nuit. « Ça va flamber », leur a-t-on promis.

Dès septembre, quatre nouveaux correspondants vont rejoindre l'équipe. « C'est malheureux qu'il ait fallu attendre que de graves incidents se produisent pour que des renforts nous soient attribués », déplore le coordonnateur. Malgré tout, il estime que la municipalité a « pris les problèmes à bras-le-corps », mais regrette que la police municipale ne joue pas davantage son rôle, et reste en périphérie du quartier.

Pour leur propre sécurité, ces patrouilleurs du soir ont gardé secrète l'adresse du petit local qu'ils occupent au cœur du quartier. Leur travail est à mi-chemin entre la médiation et la prévention. « Les correspondants de nuit font le boulot de père de famille et des éducateurs. C'est malheureux, mais leur présence est devenue indispensable », explique Alain Manac'h, président de la Maison des habitants et membre d'un collectif d'associations.

A l'issue de réunions de concertation avec les habitants, le collectif a rédigé un cahier de doléances pour « chatouiller » une municipalité jugée « trop lente à trouver des solutions aux problèmes mis en perspective par les heurts ». « C'est un véritable plan Marshall qu'il aurait fallu mettre en place pour la Villeneuve au lendemain des émeutes », peste Alain Manac'h. ■

Benoît Pavan

« J'en suis acteur. Donner une touche vintage à mon salon, et plus de sens à ma conso. »

J'emmaüs

Rejoignez-nous sur [facebook.fr/jemmaüs](https://www.facebook.com/jemmaus)

- Tous les points de vente
- Tous les bons plans
- Toutes les astuces

EMMAÜS FRANCE
L'UNIQUE SERVICE DISPONIBLE LA NUIT